

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1140 du 15 décembre 2012 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1140

**EDITORIAL** : Noël de la joie, Noël de la foi pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Le monde enchanté du Livret A : compte de Noël pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Jean-Marc Ayrault : le contribuable devrait payer 1 milliard p. 4 - 2.000 ans au service des pauvres p. 5 - Comment s'annonce le deuxième mandat d'Obama ? p. 5

**CONNAISSANCE DU SOCIALISME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## Noël de la joie, Noël de la foi

Chez vous, autour de vous, on s'apprête à fêter Noël. « Joyeux Noël » : je vous le souhaite bien sincèrement et amicalement.

Le souhait, la formule, me gênent pourtant. Que Noël apporte la joie, c'est assez banal, et c'est autour de la fête, des cadeaux, des vacances que la plupart des Français vont se retrouver pour un instant unis. Tant mieux. Mais que Noël soit réellement Noël est une toute autre affaire, et ce que nous faisons de Noël, la façon dont nous le vivons est un choix personnel, un choix familial et traditionnel, et même un choix de civilisation – la preuve en est que de très nombreux pays et des milliards d'êtres humains ont des cultures qui ignorent Noël.

Nous voici donc libres de notre Noël. Que voulons-

nous en faire ? La fête de la famille et des amis ? La fête des enfants ? La fête religieuse ? La fête de la Nativité ? Peut-être tout cela à la fois, mais le choix qui nous est laissé en toute liberté est à mes yeux déterminant.

Noël, ce peut-être la comtesse du Barry et la Veuve Cliquot, les huîtres et le foie gras. Les gens les plus modestes essayent de s'offrir ce luxe d'une soirée ou d'une nuit. Les nantis (s'il en reste sur le territoire) ne regardent pas à la dépense, et placent la gastronomie de Noël en couronnement d'un séjour au ski ou sous les tropiques. C'est le Noël-parenthèse, celui qui permet de rompre avec un quotidien souvent déprimant, ou de s'éclater en toute inconscience – mais c'est si bon, au moins sur le moment. >>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Noël de la joie, Noël de la foi (suite)

Noël, ce peut être le père Noël, les jouets et les cadeaux. Fête de la famille, de l'amitié, de la tendresse. Ce Noël n'a pas très bonne presse, car il évoque la société de consommation, les dépenses inconsidérées, un endettement de plus et pour des cadeaux éphémères, pour des jouets que négligent les enfants pour leur préférer le carton qui les emballe. Il y a bien pourtant cette magie du père Noël, de la cheminée, des souliers, et « croire au père Noël » fait toute la différence entre l'innocence de l'enfant et le souci des parents. Que ces soucis s'évanouissent pour faire place à la joie de la famille est certainement une bonne chose. Que la famille reprenne un instant son sens, qu'elle se recompose après s'être décomposée, qu'elle soit une redécouverte de la joie et de l'amour partagés, voilà qui est certainement souhaitable, et le miracle de Noël opère souvent.

“ La fête de l'amour et de la charité ”

Noël, ce peut être la messe de minuit. Une fête de la religion, où les chrétiens se retrouvent ; certains vont peut-être fréquenter une église qu'ils ne visitent que rarement, et personne n'y sera indifférent. Noël peut donc nous rappeler que la religion tient une place dans

notre vie, et que nous partageons la même foi avec des millions d'êtres humains. Des millions qui connaissent dans certains pays l'exclusion, la persécution, voire même le martyre. Nous pensons en particulier aux Chrétiens d'Orient soumis aux violences fanatiques. Noël cesse alors d'être porteur de joie pour devenir acte de foi, affirmation d'une culture. C'est hélas quelque chose que les beaux esprits ignorent, caricaturent ou méprisent. Comme ceux qui refusent de reconnaître les racines judéo-chrétiennes de la civilisation. Qu'est-ce qu'un peuple profane, qui a chassé la religion de ses valeurs de référence, peut opposer au fanatisme le plus aveugle, le plus criminel ? Et peut-on nier à l'être humain sa dimension religieuse, sa quête de Vérité ? L'Occident se trouve bien désarmé quand il évacue de la société la moindre valeur morale et spirituelle pour s'adonner au « post-modernisme » qui prêche le nihilisme, le relativisme, pour nier ou défigurer la liberté et la dignité de la personne humaine.

Noël, ce peut être encore la crèche de l'enfant Jésus, la fête de la Nativité. Elle donne un message, elle porte un espoir. Le message c'est celui de l'amour des autres, que l'on nomme encore charité – au sens plein du terme. C'est la reconnaissance de l'unité et de l'universalité de la famille humaine, qui mêle le pauvre et le riche, les bergers et les rois mages, le voisin et l'étranger. L'espoir, c'est celui de l'étoile, qui nous amène à regarder

plus haut, à chercher la voie de la vérité, de la perfection, mais aussi du pardon pour les erreurs d'une humanité imparfaite. L'étoile est le symbole de l'espoir. Elle nous rappelle que la Nativité prend tout son sens dans la Résurrection. Elle nous détourne de la violence, du fanatisme, pour nous engager dans la paix et la compréhension, entre nous, entre les peuples.

“ Noël divertissement et Noël engagement ”

Le Noël de la joie est une parenthèse, le Noël de la foi est un chemin. L'un est un divertissement, l'autre un engagement. Les lampions de la fête s'éteignent progressivement, et le lendemain tout serait ténèbres si n'existait pas l'étoile de l'espoir. Libre à vous d'en rester à la joie, qui pour être éphémère n'en est pas moins respectable et même indispensable, mais libre à vous d'ajouter la foi à la joie, et de croire dans l'avènement d'une civilisation de l'amour. Avec la foi et la charité nous pourrions retrouver l'espérance. Du moins pouvons-nous y travailler. Joyeux Noël.

**Jacques Gareilo**

## LE MONDE ENCHANTE DU LIVRET A : COMPTE DE NOEL

C'est un vrai compte de Noël -à défaut d'un conte- que nous livre l'actualité, en ce temps de l'Avent, avec le monde enchanté du livret A. C'était déjà une promesse du candidat Hollande : doubler le plafond du Livret A, promesse pour l'instant partiellement tenue, avec un plafond en hausse de 25% au 1er octobre. Le miracle s'est produit, puisque les dépôts ont fortement progressé. De quoi se réjouir sans doute. A quelques détails près, car tout conte a ses sorcières, qui jettent le mauvais sort. S'agissant d'une épargne administrée, détournée des placements productifs, il est clair que le conte se terminera mal.

### **L'épargne administrée, une spécificité française**

Nous avons déjà eu l'occasion de parler ici même du livret A et de son petit frère, le bien nommé Livret de Développement durable. C'est une curiosité bien française, qui fait partie de ces originalités que le monde regarde comme on observe une réserve d'animaux préhistoriques : l'épargne administrée. Dans toutes les économies de marché, l'épargne est libre. Cela veut dire que les taux varient librement, ne sont pas les mêmes d'une banque à l'autre, que chaque compte a ses caractéristiques, et que l'on peut signer le contrat de son choix. On choisira le meilleur placement, compte tenu de ses besoins ou de sa préférence pour le temps ou pour le risque.

La France n'aime pas le libre contrat ; elle préfère la bonne vieille régulation, pire encore l'administration, dans toute sa délicatesse. Pendant longtemps l'épargne française a été presque totalement administrée, les taux fixés par l'Etat, les plafonds aussi, et d'ailleurs les grandes banques étaient dans la main du gouvernement. Le marché unique européen, les règles de la concurrence nous ont amenés à évoluer quelque peu, mais l'épargne administrée a de beaux restes, dont le livret A est le plus beau fleuron. Certes, il n'est plus le monopole de La Poste ou des Caisses d'épargne, on peut en ouvrir

dans n'importe quelle banque, mais comme les règles sont strictement les mêmes, la concurrence est elle aussi à la française : elle s'appelle uniformité au lieu de diversité.

### **Une formule inventée par un énarque dépressif**

Pour l'essentiel, le taux est fixé par l'Etat, il existe un plafond maximum de dépôts et les intérêts sont défiscalisés, privilège dont ne bénéficient pas les autres placements. Voilà de l'arbitraire étatique dans toute sa pureté. Même si la formule est bien connue, on ne peut résister au plaisir de rappeler comment est calculé le taux du livret A : « Le taux est égal, après arrondi au quart de point le plus proche ou à défaut au quart de point supérieur, au chiffre le plus élevé entre la moyenne arithmétique entre, d'une part, la moitié de la somme de la moyenne mensuelle de l'Euribor 3 mois et de la moyenne mensuelle de l'Eonia (exprimées avec deux décimales) et, d'autre part, l'inflation en France mesurée par la variation sur les douze derniers mois connus de l'Indice INSEE des prix à la consommation de l'ensemble des ménages hors tabac (exprimé avec une décimale) et l'inflation majorée d'un quart de point. »

Le plus intéressant est à venir : après cette éblouissante formule, inventée probablement par un énarque dépressif, on

apprend que le gouvernement n'est pas obligé de respecter la formule, quand les résultats ne lui plaisent pas ; c'est ainsi que le taux aurait dû passer il y a quelques mois à 2,75% et que le gouvernement précédent a préféré le fixer à 2,25%. Enfin, il existe un plafond autorisé de dépôts, plafond que le candidat Hollande voulait doubler d'un coup, et que le Président Hollande a accru de 25%, en attendant une prochaine hausse.

### **Vive l'épargne ?**

Le Livret A et autres LDD restent les placements préférés des Français, avec 325 milliards d'euros de dépôts ; la défiscalisation attire beaucoup de monde, même si le taux est faible et arbitraire ; et la hausse du plafond a eu les effets souhaités par le gouvernement Ayrault : accroître d'un coup massivement les dépôts : 21,3 milliards d'euros en plus pour le seul mois d'octobre. On parle de 60 milliards pour les mois à venir. Triomphe donc de l'épargne populaire, même si on peut se demander si cette progression, due au passage du plafond à 19 250 euro (donc 38 500 pour un couple, ayant deux livrets A) a concerné vraiment le « peuple » au sens du Président Hollande, qui « n'aime pas les riches ». 38 500 euros d'épargne liquide (sans compter les LDD), ça ne semble pas concerner d'abord le Smicard. >>

## Le monde enchanté du Livret A : compte de Noël (suite)

Deux choses me chagrinent. La première est la cohérence des décisions gouvernementales. Voici un gouvernement keynésien – le ministre de l'économie l'a rappelé – qui encourage l'épargne. Or Keynes, comme son ancêtre Malthus, considérait que l'épargne était la source de tous les maux, l'économie étant en crise « faute de débouchés ». Dans les années 30 Keynes suppliait à la radio la ménagère anglaise d'aller dépenser son argent en achats de consommation ; voici que nos néo-keynésiens considèrent l'épargne comme un bienfait ; il nous semblait que c'était plutôt les libéraux et les descendants de Jean-Baptiste Say et de l'économie de l'offre qui défendaient l'épargne. Mais ne boudons pas notre plaisir car il y a plus de joie dans le ciel pour un pécheur qui se repent que pour 99 justes qui restent dans le droit chemin.

### **Il y a épargne et épargne, l'administrée et la libre !**

Nos keynésiens sont convertis à l'épargne, mais ils restent socia-

listes. Donc il y a épargne et épargne. La mauvaise, c'est l'épargne libre, celle à taux négocié, déposée dans les banques, qui s'en servent pour financer les entreprises, ou celle qui est investie en bourse, le fameux temple du capitalisme. Et la bonne, l'épargne administrée, qui permet aux énarques de faire joujou avec les taux, les plafonds et les privilèges fiscaux. Voilà qui nous fait dire que ce mauvais compte va tourner au cauchemar.

Nous défendons l'épargne, mais l'épargne libre, celle qui va financer les investissements rentables, c'est-à-dire les seuls investissements d'avenir, durables. Or l'argent du Livret A va pour l'essentiel à la Caisse des Dépôts, qui s'en sert pour financer les opérations publiques : la construction d'HLM, comme si cela pouvait résoudre la grave question du logement, qui meurt faute de liberté, mais aussi les équipements des collectivités locales, comme si elles n'étaient pas déjà surendettées.

L'épargne est ainsi utilisée avant

tout pour financer des dépenses publiques, comme si les dépenses et les dettes publiques n'étaient pas déjà beaucoup trop élevées. Et la Caisse des Dépôts n'en sera que plus à l'aise pour jouer à la vraie banque grâce à sa filiale à 50% (le reste étant détenu... par l'Etat), la Banque Publique d'Investissement. Celle-ci a théoriquement pour but de financer les PME, comme si les banques ne pouvaient le faire, et en réalité visera à aider les régions à prendre des participations dans des entreprises. En français ? Des nationalisations partielles.

Pendant ce temps, l'économie française s'enfoncera dans la récession, faute pour ses entreprises de trouver une épargne libre pour financer les investissements productifs et plus généralement faute de liberté. Le monde enchanté et trompeur du Livret A est un symbole de plus de l'aveuglement français. Les sorcières étatiques ont encore frappé. Bon Noël quand même.

**Jean Yves NAUDET**

## Le Noël des pauvres : Jean Marc Eyrault marque sa générosité

*L'augmentation du RSA représentera 5 euros par mois*

**A**près les cadeaux aux épargnants, voici les cadeaux aux pauvres : prélèvement du RSA, aide aux jeunes « décrocheurs d'emplois », élargissement de la Couverture Maladie Universelle (CMU). Coût estimé de l'opération : 2,5 milliards. La CMU reçoit un appendice, la CMU complémentaire, qui permet d'inclure 500.000 personnes de plus. Un dispositif assez compliqué comme il se doit permet aussi d'alléger les factures de gaz et d'électricité ; on n'a pas retenu les factures de carburant... Les « décrocheurs d'emplois » sont des jeunes (16-18) qui ont

quitté l'école sans diplôme ni formation. Alors, s'ils suivent d'autres formations et candidatent à des emplois correspondant, ils auront un demi-smic ou un RSA. Initiative à rapprocher du fait que 42.000 emplois ont été perdus en France pendant le troisième trimestre. Cherchez l'erreur.

**E**nfin, le RSA va être relevé. Il s'élève à 475 €. Il est perçu par 2 millions de personnes, et coûte 11 milliards d'euros. Il sera augmenté de 10 % et porté à 520 € par mois pour une personne seule en...2017, mais il est désormais indexé sur l'inflation.

Ces cadeaux sont de qualité douteuse : la plupart ne prendront effet qu'en septembre 2013 et seront étalés sur cinq ans. 10% sur 5 ans représentent 58 € par an soit 5 euros d'augmentation par mois. Quant aux 2,5 milliards nécessaires au financement, ils seront obtenus par des « économies » ; les gouvernements économisent avec beaucoup de facilité.

Sans doute pour faire passer ce plan pour génial et généreux, Jean Marc Ayrault a beaucoup parlé de l'exil fiscal de Depardieu. La haine pour les riches réchauffe le cœur des pauvres. •

## Joyeux Nobel

### *Le Nobel de la Paix à l'Union Européenne : une plaisanterie*

**V**oici un Nobel qui n'aura pas été triste. C'est déjà amusant : ce n'est pas un homme ou une dame qui est honoré, mais une institution. Autre curiosité : l'Union Européenne a été incapable de concourir à la paix, ni en Europe ni ailleurs. C'est l'OTAN, et non l'Union, divisée et impuissante, qui est intervenue en Bosnie et en Serbie. L'Union s'est dotée d'un ministre des Affaires Etrangères (Madame Ashford) qui est réduite au silence, puisqu'il n'y a aucune communauté de vue, sur les affaires du Moyen Orient en particulier.

**U**n moment émouvant mais tout de même risible : le président du jury s'est émerveillé de voir Angela Merkel et François Hollande se tenant par la main, comme jadis Kohl et Mitterrand et comme naguère

Angela et Nicolas. Enfin, la paix retrouvée entre France et Allemagne !

**C**'est d'ailleurs la raison pour laquelle le jury Nobel a couronné l'Union Européenne : avoir mis un terme à des guerres fratricides qui ont agité tous les pays européens pendant un siècle, sinon plusieurs.

**I**l y a de quoi se taper sur le ventre. D'une part le projet de l'Europe a été lancé par Conrad Adenauer, Alcide de Gasperi et Robert Schuman. Trois chrétiens démocrates qui ont choisi les douze étoiles du drapeau européen parce qu'elles évoquaient les douze étoiles du manteau de la Vierge Marie. On ne parlait pas de Maastricht ni de Lisbonne ni d'Europe politique : juste un marché commun, doublé il est vrai de quelques institutions européennes

créées au départ : Charbon Acier, Politique Agricole, Euratom, etc. Comme par hasard, c'est le libre échange qui a profité à tout le monde tandis que les politiques et les projets communs ont échoué.

**D**'autre part, l'Union Européenne n'a réussi à cette heure qu'à multiplier la réglementation et à bâtir un système monétaire qui est aujourd'hui en pleine crise. Les rodomontades de Messieurs Van Rempoy et Barroso, s'auto-félicitant pour la façon magistrale dont ils contrôlent la crise avaient quelque chose de surréaliste. Pour couronner le tout, des manifestants norvégiens autour du Palais pour protester contre l'Union Européenne, à laquelle leur pays a refusé d'adhérer (comme la Suisse d'ailleurs). Ce n'était pas un climat de paix...•

## Mario Monti démissionne : pourquoi ?

### *Il pense surtout à devenir Président de la République*

**T**oute la classe politique européenne s'est émue de cette démission. Cela ne risque-t-il pas de remettre l'Italie en position de fragilité sur les marchés financiers ? Nouvelle crise de l'euro en perspective ? François Hollande s'est empressé de rassurer les Français : il veille au grain.

Il a eu raison sur un point : cette démission n'est pas liée à l'annonce de Sylvio Berlusconi de revenir sur la scène politique. Il est vrai que le gouvernement d'union nationale avec le « parti du peuple de la liberté » n'a pas résisté à la volonté de rupture dudit Cavaliere. Mais les chances de Berlusconi de revenir au pouvoir sont aujourd'hui minimes, les sondages parus il y a deux jours sont catastrophiques, non seulement à cause des scan-

dales successifs qui l'ont concerné, mais aussi parce que ses alliés (en particulier la Lega Norte) et sa formation elle-même ont subi des échecs électoraux très lourds depuis deux ans au moins. La « droite populaire », voire libérale, a pris des coups en Italie. Berlusconi aurait continué à « soutenir » Monti si celui-ci avait accepté une politique du centre, mais Mario Monti pense plutôt à un pacte avec Bersani, le leader du Parti Démocrate (socialiste) et de la gauche italienne.

**E**n fait, le cœur de l'affaire c'est Monti lui-même, et son ambition de devenir Président de la République, dont l'élection est prévue en mai 2013. Monti a désiré partir en pleine gloire. Il apparaît aux yeux des

Italiens et de l'Europe comme l'homme courageux qui a imposé la rigueur budgétaire et réhabilité le crédit de son pays à travers des réformes qualifiées de libérales. En particulier, il a repoussé l'âge de la retraite à 66 ans. Mais les caractéristiques structurelles de l'économie italienne n'ont pas disparu : hypertrophie de l'administration locale et corruption, fonctionnaires d'Etat trop nombreux, économie parallèle et fraude fiscale, etc. La crainte de Monti c'est que, les faits l'emportant sur les apparences, il perde sa réputation en restant trop longtemps Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Finances. La cote des hommes politiques monte quand ils ne font plus rien. •

*Connaissons mieux le socialisme pour le fuir, car nombreux sont ceux qui font du socialisme sans le savoir. Le socialisme a pour essence la construction d'une société parfaite à travers une organisation collective, qui commande la suppression radicale ou progressive de la propriété privée, et la centralisation du pouvoir politique. Cette société parfaite est égalitaire, arbitraire. Elle s'organise autour des monopoles publics.*

## Le pouvoir de monopole

Les socialistes ont convaincu l'opinion publique que le capitalisme devait nécessairement évoluer vers des entreprises de plus en plus concentrées. Les grandes sociétés feront disparaître les PME, les artisans, les paysans.

Deux raisons à cette inéluctable évolution : la recherche du profit, le profit de monopole.

Le profit est une rente servie aux propriétaires : maîtres du capital, ils imposent des salaires qui ne rémunèrent pas la valeur créée par les travailleurs. C'est cette confiscation qui permet d'accumuler toujours plus de capital, pour accumuler toujours plus de profits.

On débouche ainsi sur la « loi de concentration ». L'avantage des entreprises de plus grande taille tiendrait à la structure des coûts de production. Produire à grande échelle permettrait d'amortir les coûts fixes sur un plus grand nombre d'unités produites : les coûts décroissent avec les quantités produites. Les courbes de coûts finissent par devenir « plates » (Piero Sraffa), et la multiplication des produits sera donc source de profit. Avantage immédiat pour l'entreprise : elle constitue un monopole, et empêche la rente du monopoleur. Inconvenient pour le capitalisme à plus long terme : on débouche sur la sur-production et la crise.



Piero Sraffa

1898-1983

## Du pouvoir de monopole au monopole du pouvoir

Toutes ces tares du système capitaliste disparaissent si le monopole est confisqué par le pouvoir politique. Il faut donc passer du pouvoir de monopole au monopole du pouvoir. La collectivisation ou la nationalisation des monopoles permet de bénéficier de toutes les « économies d'échelle » sans enrichir les propriétaires ni appauvrir les prolétaires.

A la loi du profit va se substituer la loi de l'intérêt général. Ayant reconstitué les droits qu'ils avaient sur leur propre production, les travailleurs pourront obtenir à bas prix les biens fabriqués dans des entreprises monopolistiques. La rente du monopoleur passe alors au bénéfice de la collectivité

entière. Se référant à la pensée de Schumpeter, qui prophétisait la concentration sans limite de l'industrie, Kenneth Galbraith va prophétiser à son tour la convergence des systèmes capitaliste et socialiste dans un « Etat industriel », une société où s'équilibrent grandes entreprises, grandes administrations, grands syndicats, grandes associations de consommateurs. La société de Galbraith perd toute fluidité, elle devient équilibre entre macro-cellules sociales.

## La concurrence tue la concurrence

Les socialistes n'aiment pas la concurrence. C'est qu'ils n'y croient pas. Logiques avec leur analyse du profit et de l'entreprise capitaliste, ils sont persuadés que les gros mangeront toujours les petits. Ils en ont les moyens : disposant d'économies d'échelle, ils produisent à des coûts inférieurs et n'hésiteront pas à étouffer les concurrents en faisant du « dumping », sacrifice transitoire sur les prix qui permet d'espérer ensuite des profits encore plus élevés après élimination des concurrents.

Pour des raisons de taille la concurrence est donc nécessairement « déloyale » et le pouvoir du monopole a toujours la même origine : la spoliation des travailleurs. Ainsi les grandes multinationales font-elles travailler les peuples pauvres : honte à la mondialisation !

## Les bienfaits du monopole public

Avec la collectivisation des moyens de production, la rente du monopoleur disparaît et la production est désormais orientée vers l'intérêt général, c'est-à-dire qu'elle se fonde dans le projet collectif de construction du socialisme.

Le monopole permet au pouvoir politique de reprendre en mains le destin commun. Alors que l'économie de marché crée le désordre, l'anarchie et le gaspillage, la planification ou la direction de l'économie permet de répondre aux besoins de la population et de garantir les droits économiques fondamentaux : au travail, à la santé, au logement, à l'éducation, etc.

Il n'y a plus aucun danger de confiscation dans un monopole transformé en service public.

Jean Monnet, qu'on ne cesse d'encenser comme fondateur de l'Europe – ce qui est très exagéré – a dénoncé le danger d'une économie européenne obéissant aux lois du marché et de la concurrence : « ce sera l'anarchie », et le haut fonctionnaire qu'il était ne voyait qu'une seule Europe possible : celle qu'organiserait une Haute Autorité. Sa thèse a été bien reçue par les socialistes et les étatistes, et elle continue à empoisonner la vie des Européens.

## Concentrer, encore et toujours

Les socialistes (de tous partis) ne rêvent que de « grands pôles d'excellence », d'aménagement, de nouvelles constructions.



Izraël Kirzner

1930-

Ils créent la société des grands ensembles, qu'ils contrôlent plus facilement. Ils jouent au lego industriel, à la banque publique, à l'université de masse, ils sont aménageurs, planificateurs. Ils construisent avec application et efficacité leur monopole. C'est l'essence du socialisme, je le répète : construire la société d'en haut, à partir du pouvoir politique concentré, au lieu de subir une société inégalitaire, diversifiée, « livrée aux appétits personnels ». La concurrence, c'est la diversité, donc l'inégalité : pouah !

Une société concentrée est plus facile à contrôler : les communistes ont logé le peuple dans des cités conçues comme de vrais camps de « concentration » : vive le logement « social » et la loi Gayssot ! De leur côté les syndicalistes ne voient qu'avantages dans le service public, qui conforte leur monopole et les privilèges qu'il leur apporte.

## Monopole ou protection du monopole ?

Je ne rappellerai pas ici toutes les erreurs de l'analyse marxiste, qu'elles portent sur la nature du profit, sur la propriété, sur la concentration du capital, sur les économies d'échelle, sur la crise générale de surproduction. Mais les socialistes n'ont pas compris ni la concurrence, ni le monopole. La concurrence, comme dit Israel Kirzner, est un processus de découverte : c'est une recherche permanente d'innovations, qui débouche sur des produits et des procédés de mieux en mieux adaptés aux besoins exprimés sur le marché. Evidemment l'innovateur est un monopoleur : il est le premier à proposer un service qui n'existait pas, et cette avancée lui permet en effet de réaliser des profits, rémunérant son art d'entreprendre. Mais si le marché est ouvert, des concurrents apparaîtront bien vite sur le même créneau, et les profits d'innovation s'estompent avec l'irruption de nouveaux venus sur le marché. Après l'innovation vient l'imitation. Dans ces conditions, le monopole ne représente aucun danger. En fait, pour que le monopole devienne dangereux, il faut supposer que le marché soit fermé. Les seuls monopoles durables sont ceux que protègent les pouvoirs publics, qu'il s'agisse des monopoles publics ou des monopoles privés « régulés » par l'Etat.

La concentration du pouvoir n'est pas dans la nature d'une économie de marché ni d'une société de libertés. Elle est le résultat de la centralisation politique chère aux socialistes. •

RENAUD CHARTOIRE

## EN FINIR AVEC 20 IDÉES REÇUES SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Pouvoir d'achat, emploi,  
croissance, dette, inégalités...

### Renaud Chartoire

#### En finir avec 20 idées reçues sur l'économie française

Nous sommes en période de forte crise économique. Le chômage ne cesse d'augmenter, les gens ont peur de l'avenir et les plus gros mensonges économiques font la une des médias.

Commençons par les inégalités, une idée que les gauchistes et les étatistes sortent régulièrement de leur chapeau. Oui, il y en a qui gagnent beaucoup d'argent. Le PDG de Michelin a touché en 2010 (malgré la crise) l'équivalent de 349 années de SMIC. Le footballeur Karim Benzema a perçu en 2011 des revenus annuels dépassant les 11 millions d'euros soit plus de 800 fois le SMIC annuel. D'autres sportifs gagnent encore plus. Mais il faut rappeler d'abord qu'ils ne sont pas très nombreux. La très grande majorité des footballeurs touche des salaires « normaux ». Ensuite, l'auteur pose une question pertinente : « Pour autant, peut-on affirmer que les inégalités n'ont jamais été aussi fortes ? » En réalité, ce sont les 1 % des plus riches qui se sont le plus enrichis ces dernières années. Mais tout le monde s'est enrichi. Notre niveau de vie n'a jamais été aussi élevé. Et il y a de moins en moins de rentiers. De plus, les chiffres montrent clairement qu'avant il y avait encore plus d'inégalités. Même au temps des Trente glorieuses, il y avait encore plus de différences entre les plus riches et les plus pauvres.

Concernant l'idée « reçue » selon laquelle « La France est le pays au monde où il y a le plus d'impôts... » et de prélèvements obligatoires, on ne suit pas vraiment l'auteur sur sa comparaison avec les États-Unis où il existe des assurances privées pour certaines catégories de personnes. En effet, aux États-Unis, ce n'est qu'au-delà d'un certain seuil de revenus qu'on a le choix de s'assurer auprès d'un assureur privé. En deçà de ce seuil, les plus « pauvres » sont couverts par une assurance d'État. De plus, dire que le système est meilleur en France ne correspond pas vraiment à la réalité. Notre hôpital public est dans une situation catastrophique (heureusement qu'il existe des cliniques privées). Plus important, les taux de guérison des maladies graves (cancer, etc..) sont beaucoup plus élevés en Amérique qu'en France, le matériel plus performant et plus disponible. L'espérance de vie, quant à elle, n'est pas entièrement imputable au système de santé mais plusieurs facteurs y concourent dont la qualité de vie, l'alimentation, etc.

Finalement, puisque c'est une idée « reçue », quels sont les pays où les prélèvements obligatoires sont encore plus élevés qu'en France ? L'auteur ne le dit pas.

De même, nous ne partageons pas vraiment son analyse sur la taxation des riches (l'auteur se rapporte exclusivement à Piketty), ni sur le coût du travail qui ne jouerait pas un rôle important dans le taux élevé de chômage. En revanche, les chapitres consacrés aux idées reçues sur le protectionnisme et la mondialisation, ainsi que sur les délocalisations sont tout à fait utiles pour trouver des arguments contre les anti-libéraux. Oui, Carrefour a délocalisé en Chine tout en créant des emplois en France... Des données qui mériteraient d'être reprises par les journalistes.

**Bogdan Calinescu**

**Renaud Chartoire, En finir avec 20 Idées reçues sur l'économie française, Ixelles, éd. 2012**



L'appel à la mobilisation lancé dans la Nouvelle Lettre a remporté un franc succès. Plus d'une cinquantaine d'abonnés ont manifesté leur intérêt pour l'initiative « Forums des Libertés », et sans doute l'engouement se poursuivra au début de l'an prochain. Dès maintenant les animateurs des Cercles Frédéric Bastiat des Landes et de Grenoble ont fait savoir que le programme les séduisait, et qu'ils organiseront une première réunion le plus tôt possible. Pour lancer la machine, n'hésitez pas à vous servir du catalogue SEFEL qui vous est parvenu avec la dernière Lettre.

J'ai adressé une lettre à un grand nombre de parlementaires que je crois être de sensibilité libérale pour les prévenir du démarrage des forums, les engageant à suivre nos efforts et à amorcer un dialogue fructueux entre société civile et élus.

C'est évidemment en tout début 2013 que les choses vont se préciser : dépôt de statuts en préfecture pour une association dont peu importe le nom pourvu qu'il soit assorti de « Forums des Libertés », élargissement du cercle local, organisation de premières rencontres, etc.

L'ALEPS sera à vos côtés pour vous accompagner dans cette belle aventure.

**Jacques Garelo**



*Votre prochaine Lettre sera datée du 5 janvier 2013.*

*Puissent la Noël, les vacances, la famille, les amis vous apporter toutes les joies et la sérénité dont nous avons tous besoin.*

*La vérité vaincra.*